

<https://www.ujfp.org/spip.php?article5203>



Des écoles, pas de canons !

Pas de canons dans les écoles

!

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : mardi 25 octobre 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Texte du Collectif Ni guerres ni état de guerre sur le protocole Défense Education nationale.

A l'heure où les dépenses militaires de la France augmentent et où l'école et l'université manquent de moyens, il n'est pas sans intérêt de se pencher sur les relations entre l'Armée et l'Éducation nationale.

Un nouveau [protocole](#) (le cinquième) a été signé en mai 2016 entre les ministères de l'Éducation nationale, de l'Agriculture et de la Défense : il vise à enseigner à la jeunesse scolaire et universitaire « l'esprit de défense et de sécurité ».

Qu'en est-il ?

L'idée d'enseigner à l'école « l'esprit de défense » a germé dans la tête de Charles Hernu en 1982, alors qu'il était ministre de la Défense [1]. Six ans après la suppression du service militaire, il s'agissait de mettre l'école à contribution pour sensibiliser ses élèves à « l'esprit de défense ». La formation des enseignants dans cette perspective est apparue en 1989 et l'intégration de cette notion dans les programmes en 1995.

Le nouveau protocole de 2016 approfondi la coopération Armée - École et l'étend à l'enseignement primaire et à l'enseignement supérieur ainsi qu'à la recherche. Mais surtout, il explicite une orientation nouvelle qui correspond aux doctrines récentes en matière d'utilisation des forces armées.

L'implication directe de l'École dans la chose militaire repose sur une analyse du changement des menaces auxquelles le pays doit faire face. On peut ainsi trouver dans les textes des deux ministères, Défense et Éducation, l'idée qu'après la fin de la guerre froide, où la menace était précise et relevait essentiellement d'une préparation des forces armées, s'est ouverte une époque où les menaces sont multiples et diffuses : terrorismes, possibilité d'attaques déloyales contre la substance économique d'une nation ouverte par la mondialisation de l'économie, risques pesant sur l'approvisionnement en énergie et l'environnement, cyberattaques, etc.

L'idée principale ici est que le seul instrument militaire ne suffit pas à affronter ces menaces : il faut une implication de tous les qui doit se préparer dès l'école (et désormais dès l'école primaire).

Cette nouvelle doctrine, issue des thèses nord-américaines, consiste à relier, voire à fusionner la sécurité extérieure et la sécurité intérieure. Elle est exposée dans le dernier Livre blanc de la Défense (2008) qui devient significativement Livre blanc de la Défense et de la Sécurité nationale.

L'unification des tâches de sécurité, externe et interne, a deux conséquences désormais bien visibles : l'armée se voit confier des tâches de police tandis que la police se militarise. Mais surtout, l'idée s'installe dans les esprits qu'il ne s'agit plus de défendre un territoire contre un ennemi extérieur, mais de faire face à des dangers intérieurs sans cesse rappelés dans les discours officiels (« nous sommes en guerre ») et dans la pratique avec un état d'urgence plusieurs fois reconduits.

Or, cette « sécurité nationale » ou « sécurité intérieure » est une notion bien floue, qui a été introduite dans la doctrine militaro-policière, et aujourd'hui dans les programmes scolaires, sans aucun débat public, ni dans la société,

ni au parlement. Pas plus que la guerre extérieure, la guerre intérieure ne mérite donc délibération politique !

D'autres notions tout aussi vagues, telles que « cohésion nationale » ou même « valeurs de la République [2] », viennent s'y ajouter pour former un ensemble d'injonctions destinées à façonner les esprits et à justifier la répression à l'encontre d'ennemis eux bien précis : les musulmans ou réputés tels, les classes populaires, les mouvements sociaux.

Autre mot fétiche, la résilience.

La résilience nationale est définie comme « la volonté et la capacité d'un pays, de la société ou des pouvoirs publics à résister aux conséquences d'une agression ou d'une catastrophe majeures, puis à rétablir rapidement leur capacité de fonctionner normalement, ou à tout le moins dans un mode socialement acceptable ».

Ce qui est important ici, c'est la nécessité d'impliquer l'ensemble de la population, notamment en cas de menace d'un ennemi intérieur : l'école se voit attribuer le rôle de l'y préparer.

Ces notions floues, « résilience », « cohésion », « engagement » servent à enfumer et à atténuer les effets d'une politique qui ne serait pas pour l'heure « socialement acceptable ». On pourrait traduire la citation précédente ainsi : des grèves avec occupation se multiplient, des blocages s'étendent, en l'essence manque, les poubelles s'entassent, la jeunesse des quartiers populaires entre action, le chef du patronat traite les grévistes et les jeunes de terroristes. Le gouvernement estime que la cohésion nationale est menacée, que la Nation est atteinte, et donc les valeurs de la République, et il en appelle à la résilience. Il a bien préparé les choses : de la maternelle à l'université, les enseignants ont été conviés à préparer les élèves à se mobiliser pour « faire fonctionner normalement » le pays, dans un « mode socialement acceptable » (par exemple en faisant primer la sécurité sur la démocratie). Des trinômes académiques (constitués de représentants des ministères de la Défense et de l'Éducation, et de l'Institut des hautes études de la défense nationale) existent partout sur le territoire et ont constitué des relais comme les y invite le protocole de 2016.

Bien sûr, pour l'instant, le pouvoir ne peut énoncer de telles perspectives : mais il prépare les esprits.

Le noyau dur de la mobilisation des esprits, de la résilience, est quant à lui bien précisé : c'est l'armée.

Le [protocole](#) l'exprime ainsi :

« L'enseignement de défense et de sécurité nationale, conçu en lien avec la formation à la citoyenneté, est centré sur la défense militaire, qui lui confère sens et visibilité, et concerne l'ensemble des disciplines.

Il permet aux élèves de :

- ▶ *percevoir concrètement les intérêts vitaux ou nécessités stratégiques de la Nation, à travers la présence ou les interventions militaires qu'ils justifient ;*
- ▶ *comprendre le cadre démocratique de l'usage de la force et de l'exercice de la mission de défense dans l'État républicain ;*
- ▶ *appréhender les valeurs inhérentes au métier militaire, à partir de l'étude des aspects techniques. »*

L'école est ainsi appelée à expliquer et à justifier les guerres que l'impérialisme français conduit dans plusieurs régions.

Un témoignage (datant de 2015, donc dans le cadre du protocole précédent) montre jusqu'où peut aller l'intrusion de l'armée dans l'école. Dans l'académie de Clermont-Ferrand, les enseignants ont été conviés à une journée de formation sur le thème de la défense nationale pour préparer une action en classe de troisième.

L'expérience est ainsi relatée dans un blog de Mediapart [3], nous citons :

« La pédagogie mise en oeuvre fait l'objet d'un hallucinant powerpoint dans un premier temps mis en ligne sur le site de l'académie avant d'en être retiré. Extraits :

« Diviser la classe en cinq groupes. Expliquer à chaque groupe qu'il constitue un ennemi impitoyable de la France et qu'il doit mener une attaque contre cette dernière en 2015. Question : comment allez-vous procéder ? [Après] un temps d'échange entre les élèves, chaque groupe vient devant la classe expliquer sa stratégie. »

Dans le cadre de l'inévitable étude de cas, les élèves s'intéressent ensuite au nouveau véhicule blindé VBCI ; un petit film de Giat Industrie leur permet d'arriver à cette trace écrite dont on mesure toute la sagacité : *« l'armée française effectue ses missions à l'étranger, il est important d'être bien accepté par les populations locales. Le fait que le VBCI soit pourvu de roues et non de chenilles y contribue »* (sic). Histoire, sans doute, de faire oublier par lesdites populations locales les soupçons d'abus sexuels dont sont accusés certains militaires...

Bien sûr, on veillera à « privilégier la mise en activité des élèves avec des partenaires extérieurs (...) : le délégué militaire départemental, le 92e RI, la réserve, le centre d'information et de recrutement des forces armées etc. »

[1] Jusqu'à sa démission en 1985 suite à l'affaire du Rainbow Warrior, le bateau de Greenpeace dynamité à Auckland par une opération de commando préparée avec Mitterrand, et qui a coûté la vie au photographe Fernando Pereira.

[2] Souvent réduites à une seule, la laïcité, qui elle-même a brutalement changé de sens, puisqu'elle s'applique désormais aux individus.

[3] Le blog de B. Girard : <https://blogs.mediapart.fr/b-girard/blog/161015/leducation-morale-et-civique-ca-sert-aussi-faire-la-guerre>